

12 décembre

Emploi, industrie, service public ! On rallume la lumière : on impose un autre plan !

Nous refusons

La liquidation de Fret SNCF, la privatisation de SNCF Voyages, l'austérité appliquée aux infrastructures ferroviaires...

Les suppressions de postes d'enseignants, le tri des élèves, l'austérité budgétaire dans l'éducation nationale...

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc. **150 000 emplois** sont directement menacés.

L'allongement du délai de carence dans la fonction publique, la diminution de l'indemnisation des arrêts maladie, le non versement de la GIPA en 2024...

Une répartition de la richesse excluant les travailleur.se.s au profit des actionnaires, les plans de licenciements massifs dans l'industrie...

La censure du gouvernement ouvre une brèche dans la coalition des droites.
Imposons les revendications des travailleur.se.s :

*Uni.e.s
Battons-nous pour*

Un moratoire sur les licenciements pour **sauvegarder les emplois**, les qualifications et les compétences, un plan national de **maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels**, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie, la **conditionnalité des aides publiques** et le retour au **tarif réglementé de vente de l'électricité et du gaz**, un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier et **un grand service public de l'énergie et du transport ferroviaire**.

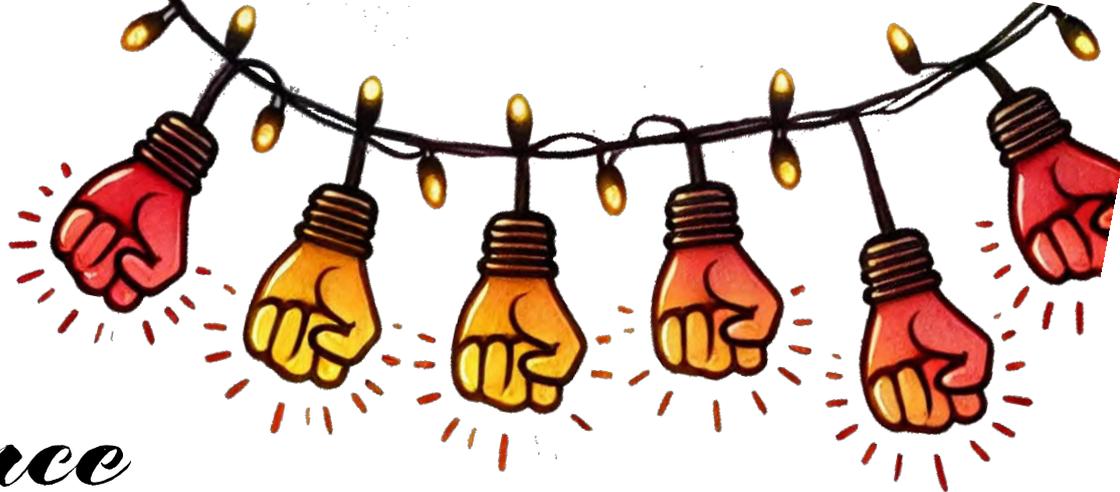
Un service public qui répond aux besoins des populations en matière de santé, d'éducation, de justice, de culture, de gestion de l'eau, des déchets, de sport, de proximité... avec des moyens à la hauteur des missions qui sont rendues et permettant des créations d'emplois partout où c'est nécessaire.

Union syndicale
Solidaires
Ardèche & Drôme



Union départementale 26
la cgt

U.
FSU.



À Valence

Sur le parvis de la gare :

À partir de 11h, on plante un village des luttes intersyndical avec



Stands d'information



Barbecue des Cheminots



Vin chaud de l'Énergie



Crêpes des Territoriaux



Assemblée syndicale et citoyenne pour débattre des luttes en cours et à venir

14 h, départ de la manifestation

Devant le DSDEN [anc. Inspection académique] :

17h, rassemblement de soutien aux luttes des personnels de
l'Éducation nationale

POURQUOI ON LUTTE DÈS MAINTENANT ? Les amendements de la gauche au PLF permettaient d'augmenter les recettes de l'État de 50 milliards en taxant les superprofits et superdividendes, ou en instaurant un impôt sur la fortune avec un volet climatique par exemple. Nous pouvons donc le dire : de l'argent il y en a et il doit servir au bien commun !

Pour ne pas revivre la même séquence politique, d'un président qui impose un gouvernement bricolé avec la droite dure pour plaire à l'extrême-droite, nous devons exiger l'application du résultat des urnes par l'action populaire la plus large possible et par la mobilisation des travailleur.se.s. Imposons un rapport de force en faveur des salarié.e.s et des agent.e.s !

